

Cher(e)s Camarades,

C'est la rentrée ! Nous vivons, semble-t-il, au rythme des agendas fixés par ceux qui nous gouvernent, nous exploitent et nous divertissent. Après les élections présidentielles, le Tour de France et les jeux olympiques, voici la rentrée économique et sociale. La leur, pas la nôtre puisqu'au quotidien l'économique et le social font et défont nos vies. Quatre mois se sont écoulés depuis la prise de fonction du Président de la République dont le slogan est désormais «le redressement, c'est maintenant» ou encore « le changement, mais lentement ». La CGT a été le syndicat le plus impliqué dans les échéances politiques de 2012 sur la base du bilan très antisocial de Nicolas Sarkozy. Nous avons dit - pas tous - que le changement de président de la République était l'une des conditions du changement pour les salariés, sans être une assurance tous risques pour la satisfaction de nos revendications. Un premier bilan – pas très optimiste - s'impose après diverses interventions significatives :

Tout d'abord, début juillet, le discours de politique générale du Premier Ministre qui a fermé bien des portes ouvertes pendant la campagne et ouvert celle de l'austérité. Beaucoup d'annonces générales et peu de mesures affichées : le gouvernement souhaite le redressement dans la justice et ambitionne de conjuguer : « justice et efficacité », « justice et compétitivité », quel programme ! Au grand plaisir du MEDEF , le gouvernement envisage d'améliorer la compétitivité des entreprises en modifiant le financement de la protection sociale, de poursuivre l'intégration européenne, de développer le financement de l'économie. Si quelques mesures annoncées par Jean-Marc Ayrault allaient dans le bon sens (fiscalité du patrimoine, plafonnement des niches fiscales, relèvement de l'ISF...) le compte n'y était déjà plus pour les salariés. On l'a vu rapidement au mois d'août, entre ce que revendique le MEDEF et ce qu'attendent les salariés, il y a des attentes contradictoires et le gouvernement devra arbitrer. Pour être honnête, le discours de politique générale prononcé par Monsieur Ayrault était marqué par un volontarisme en matière de « reconquête industrielle ». Volontarisme dont on a pu constater toutes les limites avec les annonces de Peugeot : suppression de 8 000 emplois, disparition du site d'Aulnay-sous-Bois... et cela sans compter les sous-traitants.

Deuxième événement marquant : la Conférence sociale qui s'est ouverte en juillet et a fixé le 4 septembre, l'agenda social des partenaires dits sociaux. En juillet, nous avons surtout entendu des déclarations lénifiantes sur le dialogue social comme nous les vivons en interne. Le gouvernement a souligné à cette occasion sa volonté de rupture avec la politique antérieure, son attachement aux services publics, à la Fonction publique et ainsi de suite...Il ne pouvait pas faire moins. Pour autant, à l'issue de la conférence sociale du 4 septembre, les organisations CGT de la Fonction publique n'ont pu que tirer un bilan plutôt négatif : à part un

changement de ton dans le dialogue social, la rigueur budgétaire et la rigueur salariale nous attendent. Actuellement, la CGT continue à revendiquer l'abrogation du jour de carence, le dégel du point d'indice (les fonctionnaires qui n'ont pas de progression indiciaire toucheront en 2012 un salaire inférieur à celui de 2011) et l'arrêt des suppressions d'emplois dans les ministères dits non prioritaires.

L'agenda social mis en place par Marilyse Lebranchu laisse de côté les revendications concrètes des agents et porte par contre sur :

1 - La place et missions de la puissance publique et des services publics, perspectives d'une nouvelle étape de décentralisation (concertation à l'automne, déclinée sur le territoire)

2 - les droits syndicaux ;

3 - la prise en compte de l'exercice des fonctions syndicales dans les parcours professionnel (négociation au 1er semestre 2013) ;

(commentaire pour casser la monotonie de la lecture : et ça gêne quand même un petit peu, tant d'attention pour les syndicalistes recyclés en « professionnels » du syndicalisme et aussi peu d'intérêt pour leurs revendications...)

4 - la concertation sur l'emploi : handicap, jeunes peu qualifiés, seniors

5 - l'égalité professionnelle femmes-hommes

6 - bilan de l'accord santé et sécurité au travail ;

7 - prévention des risques psychosociaux (négociation à la rentrée 2012) ;

8 - agents non titulaires (automne) ;

9 - rémunérations, carrières et parcours professionnels.

Vous constaterez que tout comme au Département, l'agenda social gouvernemental remplit bien sa fonction occupationnelle : il fixe un calendrier de réunions , il donne l'actualité du dialogue social et écarte les revendications, il démobilise les militants et justifie l'existence des permanents. La messe est déjà dite.

C - Autre événement marquant : l'agenda du redressement présenté par Hollande dès ce 9 septembre

Bernard Thibaut interviewé à ce sujet par le Monde, a déclaré : « Ne jouons pas sur les mots. Le nouveau cap du gouvernement donné par François Hollande renvoie à deux ans l'aspiration au changement ». Avec notre Secrétaire Général nous disons, oui, la crise est majeure et ce n'est pas la nôtre, mais nous ajoutons qu'elle n'est pas inattendue, ni inédite, ni exceptionnelle et que le système capitaliste fonctionne et progresse par crises, écartelé entre son intérêt de classe

et les intérêts particuliers de ses membres (industriels et financiers, actionnaires et patrons).

Nous rappelons qu'il recycle sans cesse à son avantage et à notre désavantage ses crises en intégrant critiques et contradictions. Rappelons que les entreprises cotées en bourse ont des taux de profit à deux chiffres pendant que les salaires dégringolent. En désaccord avec Bernard Thibaut, nous dirons que parce que cette crise est majeure, ce n'est pas un débat sur la nature des solutions nationales et européennes qui nous en sortira. Bernard souligne que l'agenda du président sera très difficile à faire passer socialement. Ce qui est sûr, c'est que la Cgt 59 ne fera rien pour faciliter cette lubrification sociale.

On prendrait 10 milliards nous dit Hollande, dans les poches des « entreprises ». Un propos bien vague qui met dans le même sac l'artisan, l'exploitant agricole familial, et la transnationale comme LVMH ou Total... Mais pour faire passer la sauce auprès du MEDEF à l'université d'été duquel 13 ministres « socialistes » viennent de se succéder, on promet aux patrons plus de « flexibilité ». Avec la bénédiction anticipée de la CFDT, les « partenaires sociaux » sont sommés de discuter de cette revendication patronale et anti-ouvrière et le gouvernement promet – comme le faisait naguère Sarkozy – de trancher (au profit des patrons !) si les syndicats ne signent pas un nouveau recul social à temps... Mais quelle flexibilité supplémentaire peut-on encore demander au salariés ? Il n'y a rien à négocier, il faut revenir à un véritable droit du travail protecteur dans notre pays !

Le gouvernement prendrait également 10 milliards aux « ménages ». En clair, ce sont les « couches moyennes » - dans lesquelles nos politiciens classent une bonne partie des salariés, y compris de la classe ouvrière, qui vont casquer, avec des impôts directs ou indirects (CSG) plus lourds. La « grande » réforme fiscale promise par Hollande attendra. Quant à la taxation provisoire des très hauts revenus, elle est, de l'aveu même du président, largement « symbolique » (elle ne frappera que 2000 personnes et elle épargnera le Capital).

Et enfin encore 10 milliards à prélever sur les services publics, déjà exsangues après 10 ans de sarkozysme ; 20 ans de privatisation jospinienne et de « libéralisation » UMP. Déjà 6 fonctionnaires sur 7 partant à la retraite ne sont plus remplacés à l'Équipement. L'Éducation nationale connaît des classes à plus de 36 élèves. On annonce pour certains secteurs publics, le non remplacement de 2 agents sur trois. L'austérité n'est pas un remède, elle est le mal lui-même, comme cette « construction » européenne qui l'orchestre à l'échelle continentale !

Et cette construction européenne capitaliste, Hollande y participe activement en ratifiant sans débat le TSCG (Traité européen sur la coordination et la gouvernance)

Difficile en effet d'avoir été élu par le « peuple de gauche » pour en finir avec le sarkozysme et de mettre immédiatement en place ce pour quoi on a secrètement été mandaté : la grande purge austéritaire décrétée par l'Union européenne pour gaver les « marchés financiers », parachever la casse des acquis sociaux, mettre un point final à la souveraineté de la France, tout cela au nom de la « sauvegarde de l'euro » à laquelle les grands capitalistes du CAC 40 tiennent bien plus qu'à leur propre pays.

Ces attentes contradictoires – le changement et la justice sociale du côté populaire, la trique euro-austéritaire du côté du MEDEF – expliquent pourquoi le président en titre dévisse dans les sondages, la droite lui reprochant de tarder à nous voler dans les plumes et la classe laborieuse constatant que le chômage s'envole, que les délocalisations s'amplifient, que le pouvoir d'achat recule, et que – plus gravement encore – notre pays donne de plus en plus de signes de décomposition sociale et civique et politique avec pour exemple, ce gouvernement « socialiste » qui s'apprête à faire ratifier au parlement, sans le moindre débat, le traité TSCG qui liquidera l'indépendance budgétaire de notre pays !).

La ratification du traité européen sur l'équilibre budgétaire nous contraindra durablement à l'austérité. Faut-il rappeler que l'austérité imposée à la Grèce, l'Espagne et l'Italie a précipité ces pays dans la récession ? En adoptant le TSCG et en se pliant aux exigences patronales du MEDEF et de la droite conservatrice européenne, F. Hollande s'apprête à commettre deux crimes de haute trahison. Le premier à l'égard du peuple français qui l'a élu démocratiquement pour lui voir appliquer une politique plus sociale et plus humaine, conformément aux idéaux socialistes qu'il prétendait incarner. Et le deuxième, pire encore, consiste ni plus ni moins qu'à transférer, fut-ce de manière partielle, le pouvoir politique qui lui a été confié par les urnes, à lui et à lui seul, aux instances économiques et financières (et patronales) qui, elles, n'ont aucune légitimité démocratique à nous gouverner.

A la question : Qu'êtes-vous prêt à négocier avec le patronat ? Bernard Thibaut répond :

« Nous sommes prêts à débattre de la compétitivité. Il faut s'intéresser aux choix de gestion des entreprises, à ce qu'elles font de leurs marges, à leurs efforts d'innovation et de recherche, bien inférieurs à ceux des entreprises allemandes. Les entreprises ne peuvent pas revendiquer plus de souplesse sans être réellement co-responsables du parcours professionnel de leurs salariés. »

Eh bien ça, si ce n'est pas contrebalancé par une dénonciation continue du système,

c'est bien du réformisme, un syndicat de classe et de masse n'a pas vocation à s'inscrire dans les think tank économiques et sociaux, à gérer l'économie avec l'exploiteur et à aplanir ses difficultés. Il n'a pas non plus vocation à participer aux dîners du Siècle ou à mettre ses cadres au service des consultants RH ou en économie.

Ca semble allait de soi mais à force d'avoir honte de la pensée révolutionnaire et de ses analyses, à défaut d'utiliser les concepts qui décrivent les réalités du système, à se priver d'un appareil conceptuel efficace, à boycotter les termes comme « Capital, patronat, exploitation, aliénation, forces productives, rapports de production », à force d'avoir emprunté le vocabulaire idéologique de l'adversaire, à force de vouloir passer pour modernes et raisonnables, nous nous prendrons de plein fouet les conséquences de la crise financière que le Capital a déjà recyclé en profits mais qu'il instrumentalise pour réduire à quia la part des salaires et détruire les droits et les protections des salariés.

Pour terminer, nous estimons, au plan gouvernemental comme au niveau local, que l'argument du cadre financier extrêmement contraint est inacceptable de la part d'un gouvernement élu sur une promesse forte de changement. Cet étai financier doit être rompu, nous nous y emploierons.

Sur le plan national, nous nous inscrirons à titre personnel ou collectivement, selon que nous soyons plus ou moins convaincus, dans les actions d'envergure telle la journée du 30 septembre à Paris contre la ratification du TSCG ou encore celle du 9 octobre pour l'emploi notamment industriel (sans entrer dans un débat sur la nature de la production, son utilité sociale, sa valeur d'usage, sur celle du travail, son utilité sociale, sa raison d'être ou encore sur le consumérisme et la décroissance – débat incontournable surtout quand B. Thibault déclare que la réflexion sur le nucléaire n'a pas été menée à son terme ou que les gaz de schistes devraient être exploités). Sur le plan local, nous poursuivrons notre travail d'information, d'éducation et d'explication en direction des agents, nous dénoncerons les dérives libérales de l'employeur socialiste, nous taclerons ses alliés communistes et Front de Gauche, nous essaierons de construire des rapports de force conjoncturels, nous irons en justice quand les forces viendront à manquer. La Cgt 59 ainsi qu'elle l'avait déclaré dans une lettre ouverte aux membres du CCN il y quelques années, n'abandonnera pas sa position de syndicat « de luttes », d'organisation « de classe et de masse » pour une quelconque reconnaissance par la petite notabilité départementale. Nous avons dépassé les 500 syndiqués : nous allons terminer par « notre rigueur, c'est notre principale vertu », mais ça fait beaucoup d'austérité pour une seule intervention. Nous terminerons donc avec cette phrase d'André Breton « pot de terre contre pot de fer, du côté des perdants et sans compromis de dernière minute ».

Cher(e)s Camarades, merci de votre attention.